



TOGETHER
for a sustainable future

OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



TOGETHER
for a sustainable future

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org

We regret that some of the pages in the microfiche copy of this report may not be up to the proper legibility standards, even though the best possible copy was used for preparing the master fiche.



07326-F



Distr. LIMITEE

ID/WG.242/8/Rev.1
4 février 1977

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

RAPPORT DE LA PREMIERE REUNION DE CONSULTATION
SUR L'INDUSTRIE DES ENGRAIS

Vienne, 17-21 janvier 1977

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
Préface	3
Introduction	4
CHAPITRE PREMIER - ORGANISATION DE LA REUNION	4
Ouverture de la Réunion	4
Election du Président	4
Election de quatre Vice-Présidents	4
Bureau	5
Adoption de l'ordre du jour	5
Règlement intérieur	6
Organisation et calendrier de la Réunion	6
Rapport de la Réunion	6
CHAPITRE II - CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DE LA REUNION	7
Augmentation de la part des pays en développement dans la production mondiale d'engrais (1975-2000) et autres objectifs	7
Infrastructure	10
Construction des usines d'engrais	13
Exploitation des usines d'engrais	15
Financement de usines d'engrais	18
Coopération régionale	20
Suite à donner à la première Réunion de consultation	21
ANNEXES	
I. TEXTE DE L'ALLOCUTION PRONONCEE PAR M. ABD-EL RAHMAN KHANEH, DIRECTEUR EXECUTIF DE L'ONU/CI, A L'OUVERTURE DE LA PREMIERE REUNION DE CONSULTATION SUR L'INDUSTRIE DES ENGRAIS	
II. LISTE DES PARTICIPANTS	

Préface

La deuxième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) qui s'est tenue à Lima, au Pérou, en mars 1975, a recommandé que l'ONUDI étende son action à la mise en place d'un système de consultations permanentes entre pays développés et pays en développement ainsi qu'entre ces derniers, en vue d'accroître la part des pays en développement dans la production industrielle mondiale grâce à une coopération internationale accrue. A sa septième session extraordinaire, en septembre 1975, l'Assemblée générale a décidé que le système de consultations prévu dans la Déclaration et le Plan d'action de Lima devrait être mis en place aux niveaux mondial, régional, interrégional et sectoriel, et que l'ONUDI devrait, à la demande des pays intéressés, servir de forum pour la négociation d'accords dans le domaine de l'industrie entre pays développés et pays en développement d'une part, et entre pays en développement d'autre part.

En avril 1976, le Conseil du développement industriel a décidé d'établir à titre expérimental un système de consultations sur les secteurs industriels, compte tenu des secteurs considérés comme prioritaires dans la Déclaration de Lima, de la mesure dans laquelle les divers pays en développement peuvent tirer profit de telles consultations, et des vues exprimées par les Etats membres du Conseil.

En septembre 1976, le Conseil du développement industriel a décidé que ces consultations seraient organisées entre pays membres, les participants de chaque pays intéressé devant représenter, selon qu'il conviendrait, les pouvoirs publics, l'industrie, le monde du travail, les groupes de consommateurs, etc.

La première réunion de consultation a été consacrée à l'industrie des engrais. Elle avait été précédée d'une réunion préparatoire, tenue du 8 au 12 novembre 1976, à laquelle avaient assisté 28 participants venus de pays en développement et de pays développés.

Introduction

La première Réunion de consultation sur l'industrie des engrais a eu lieu à la Neue Hofburg, à Vienne (Autriche), du 17 au 21 janvier 1977. Elle a rassemblé plus de 150 délégués et participants représentant les pouvoirs publics, le monde de l'industrie et du travail de 60 pays, ainsi que diverses organisations internationales.

CHAPITRE PREMIER - ORGANISATION DE LA REUNION

Ouverture de la Réunion

1. La première Réunion de consultation sur l'industrie des engrais, organisée par l'ONUDI, a été déclarée ouverte par le Directeur exécutif de l'ONUDI, M. Abd-El Rahman Khane, le 17 janvier 1977. Son discours inaugural est joint en Annexe I au présent rapport.

Election du Président

2. M. P.J. Fernandes (Inde), Secrétaire au Gouvernement, Ministère des produits chimiques et des engrais, a été élu Président de la réunion de consultation.

3. En prenant ses fonctions, le Président a déclaré qu'à son avis, la Réunion devait aborder ses travaux avec trois soucis principaux. Premièrement, elle devait faire preuve d'audace et de courage. Deuxièmement, elle devait se montrer pragmatique et réaliste, et débattre sur une action spécifique : l'objectif devait être de bâtir des usines d'engrais, et non pas des châteaux de sable. Troisièmement, la Réunion devait contribuer à réduire l'écart entre les pays riches et les pays pauvres : il fallait faire l'impossible pour réduire le grand nombre de ceux qui, dans le monde, souffrent de malnutrition.

Election de quatre Vice-Présidents

4. Les Vice-Présidents ci-après ont été élus :

- M. Gutierrez Salgado (Mexique), Secrétaire technique de l'Association pour le développement de l'industrie des engrais en Amérique latine;

- F. G. Honti (Hongrie), Directeur général adjoint du Centre d'études des industries chimiques de Budapest;
- N. J.G. Okye (Ghana), Conseiller à l'ambassade du Ghana en Suisse;
- H. G. Sander (République Fédérale d'Allemagne), Directeur de la Fachverband Stickstoffindustrie, Düsseldorf.

Bureau

5. Il a été décidé que le Président et les quatre Vice-Présidents constitueraient le Bureau de la Réunion.

Adoption de l'ordre du jour

6. Les participants à la Réunion ont adopté l'ordre du jour suivant :
1. Election du Bureau
 2. Adoption de l'ordre du jour
 3. Répartition de la production d'engrais entre les pays en développement et les pays développés, et entre les pays en développement eux-mêmes (Question 1)
 4. Infrastructure nécessaire pour la production et la distribution des engrais dans les pays en développement (Question 2)
 5. Construction des usines d'engrais (Question 3)
 6. Exploitation des usines d'engrais (Question 3)
 7. Financement des usines d'engrais et de l'infrastructure connexe (Question 4)
 8. Suite à donner à la première Réunion de consultation

Les questions visées ci-dessus étaient exposées dans le document ID/IG.242/2.

7. Une Délégation, estimant prioritaire la question de l'infrastructure, a formulé une réserve quant à l'ordre dans lequel devaient être examinés les points de l'ordre du jour de la Réunion de consultation et exprimé sa préférence pour l'ordre établi par les experts lors de la réunion préparatoire (Question 2 avant la Question 1).

Règlement intérieur

8. Le Président a informé les participants que, l'ONUDI n'ayant pas recommandé de règlement particulier, la Réunion était libre d'adopter ses propres méthodes de travail. Il a proposé que les travaux se déroulent suivant des règles aussi souples que possible, que tous les participants prennent une part active aux travaux, et qu'il ne soit pas établi de règlement intérieur proprement dit.

Organisation et calendrier de la Réunion

9. Il a été décidé que tous les travaux auraient lieu en séances plénières.

10. Le Président a proposé que le temps consacré à chaque question dépende de l'intérêt manifesté par les participants. Il entendait faire en sorte que le rapport de la Réunion soit soumis à l'adoption des participants, dans toutes les langues de travail, vers la fin des travaux.

Rapport de la Réunion

11. Le Secrétariat a exprimé ses regrets de ne pouvoir établir de comptes rendus analytiques pour la Réunion. Cette décision était conforme aux directives relatives aux comptes rendus des débats des organes de l'Organisation des Nations Unies, qui sont appliquées pendant l'exercice biennal 1976-1977 à la suite de leur adoption par l'Assemblée générale dans sa résolution 3415 (XXX) du 8 décembre 1975. En conséquence, le Président a proposé que, conformément à la recommandation du Secrétariat, le gros du rapport soit consacré aux conclusions et recommandations adoptées par les participants.

CHAPITRE II - CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DE LA REUNION

Augmentation de la part des pays en développement dans la production mondiale d'engrais (1975-2000) et autres objectifs

12. Les participants à la Réunion de consultation, tenant compte des objectifs fondamentaux adoptés à Lima par la deuxième Conférence générale de l'ONUDI, ont émis l'opinion que le développement de l'industrie mondiale des engrais pourrait contribuer très utilement à l'augmentation de la part des pays en développement dans l'industrie mondiale.
13. Les participants ont adopté un ensemble de conclusions qu'ils soumettent, pour information et examen, à toutes les parties intéressées, notamment au Directeur exécutif, au Conseil du développement industriel et aux pays participant aux activités de l'ONUDI.
14. Les participants ont reconnu la nécessité urgente et impérative d'augmenter la consommation d'engrais dans le monde afin de développer la production agricole et alimentaire. Ils ont observé que le niveau de la consommation d'engrais dans les pays développés était déjà élevé, et que les possibilités d'une augmentation substantielle de cette consommation étaient relativement limitées. Par ailleurs, ils ont constaté avec regret les niveaux très faibles de la consommation d'engrais dans les pays en développement, et ils ont recommandé que des mesures soient prises sans délai pour stimuler la consommation dans ces pays.
15. Les participants ont considéré que la stimulation de la consommation d'engrais dans les pays en développement nécessiterait l'adoption d'une série de mesures par les pays en développement eux-mêmes, parmi lesquelles l'établissement d'une infrastructure pour la commercialisation et la distribution, la mise en oeuvre de politiques appropriées des prix, l'octroi de crédits aux agriculteurs, et l'utilisation de méthodes agronomiques modernes ainsi que de services de vulgarisation agricole.
16. Les participants ont noté que l'augmentation de la consommation d'engrais dans les pays en développement exigeait un approvisionnement satisfaisant en engrais, la stabilité des prix, une infrastructure adéquate et, pour la majorité d'entre eux, des ressources en devises suffisantes pour les importations d'engrais.

17. En conséquence, les participants ont constaté la nécessité d'augmenter la production d'engrais dans les pays en développement pour faire face à l'accroissement de la consommation et faciliter le processus d'industrialisation. Ils ont suggéré les objectifs suivants :

- a) Parvenir dès que possible, et dans tous les cas en l'an 2000, à l'auto-suffisance des pays en développement dans le domaine de la production d'engrais;
- b) Obtenir dans les pays en développement une production excédentaire exportable;
- c) Assurer un équilibre correct de l'offre et de la demande sur le marché mondial.

Les participants ont souligné que l'"autosuffisance" ne devait pas s'entendre par rapport aux faibles niveaux actuels de la consommation d'engrais, mais par rapport à un niveau optimal et accru de cette consommation.

18. Les participants ont pris note du Projet d'Étude mondiale, qui doit prochainement faire l'objet d'une révision, établi par le Secrétariat de l'ONUDI, et en particulier de l'évaluation selon laquelle, si les objectifs et les prévisions de consommation sus-indiqués sont réalisés, la part des pays en développement dans la production mondiale d'engrais azotés et phosphatés sera nettement accrue au moment où l'auto-suffisance sera atteinte^{1/}, et plus encore au moment où la production excédentaire sera exportable.

19. Les participants ont remarqué que les objectifs énoncés ci-dessus valaient pour l'ensemble des pays en développement, mais qu'il serait nécessaire de répartir correctement la production d'engrais entre les pays faisant partie du monde en développement.

^{1/} ICIS/22/Rev.1. D'après le Projet d'étude, les pays en développement devraient, pour parvenir à l'auto-suffisance, assurer environ 40 % de la production mondiale d'engrais azotés et phosphatés. Le Secrétariat de l'ONUDI reconnaît qu'il y aura peut-être lieu de corriger cette estimation au moment de la révision des prévisions de consommation en l'an 2000 : il se pourrait que ces prévisions révisées correspondent pour les pays en développement à une part supérieure ou inférieure aux 40 % indiqués dans le Projet d'étude.

20. Les participants ont souligné cependant que la production d'engrais devait être peu coûteuse. Lors de l'implantation des usines d'engrais dans les pays en développement, il convenait de tenir compte des facteurs ci-après :

- a) La proximité des matières premières de toute sorte et des produits intermédiaires, nécessaire pour utiliser pleinement ces ressources et éviter tout gaspillage;
- b) La proximité des marchés de consommation, nécessaire pour réduire les frais de transport;
- c) L'existence et l'expansion d'une infrastructure satisfaisante à l'appui de la production d'engrais;
- d) L'existence et le développement des connaissances techniques et d'une main-d'oeuvre spécialisée.

21. Les participants, reconnaissant la nécessité de choisir pour les usines d'engrais des lieux d'implantation permettant une production peu coûteuse, ont insisté fortement pour que les avantages résultant de la réduction des coûts de production et de distribution profitent aux consommateurs des pays en développement.

22. Les participants ont ajouté qu'il convenait d'obtenir une production optimale dans les usines d'engrais et de les faire fonctionner à des niveaux élevés d'utilisation des capacités et conformément à des coefficients techniques raisonnables.

23. Les participants ont insisté pour que, durant la période pendant laquelle les pays en développement devront continuer à importer des engrais tout en réduisant progressivement le volume de ces importations, des mesures soient prises pour garantir un approvisionnement satisfaisant à des prix raisonnables et stables. Ils ont pris note des estimations faites par le Groupe de travail ONUDI/FAO/BIRD pour la demande et l'offre mondiales d'engrais, et des efforts de la FAO et de sa Commission des engrais pour promouvoir des mesures de stabilisation des prix; ils ont demandé instamment que ces efforts soient intensifiés.

24. Les participants ont estimé que, pour atteindre les objectifs énoncés ci-dessus, il serait nécessaire de poursuivre et d'intensifier l'effort de coopération mené au niveau international, en ce qui concerne notamment :

- a) Les mesures à prendre par les divers pays en développement;
- b) L'action à mener en coopération par les pays en développement;
- c) L'aide et l'assistance des pays développés;
- d) L'aide et l'assistance des organisations internationales.

25. L'adoption de ces objectifs obligerait à prendre certaines mesures consécutives, telles que :

- a) La mise en place de l'infrastructure nécessaire pour la production et la distribution des engrais^{2/};
- b) La construction d'usines d'engrais;
- c) L'exploitation de ces usines à des conditions avantageuses.

Infrastructure

26. Les participants à la Réunion de consultation ont reconnu que le vaste programme de construction d'usines d'engrais dans les pays en développement, dont l'exécution a déjà commencé, nécessiterait la mise en place d'une infrastructure appropriée. Les participants ont examiné divers éléments d'infrastructure à prendre en compte à cet égard, notamment :

- a) Les transports (routes, voies ferrées, installations portuaires, matériel ferroviaire et navires);
- b) Les équipements collectifs (électricité, eau, évacuation des eaux usées et égouts);
- c) Les matières premières (apports essentiels et en particulier les produits intermédiaires);
- d) La commercialisation (entrepôts et réseau de distribution permettant d'acheminer le produit jusqu'aux exploitations agricoles);

^{2/} Pour les raisons indiquées au paragraphe 7, une délégation a formulé une réserve quant à la présence de la mise en place de l'infrastructure parmi les mesures énumérées au paragraphe 25.

- e) Les services de vulgarisation agricole et les applications modernes de l'agronomie;
- f) La mise en valeur des ressources humaines (formation à la direction des entreprises, à la gestion, à l'entretien et à l'exploitation);
- g) Les grands mécanismes institutionnels (planification centrale, législation, fixation des prix et politique économique).

27. Les participants ont estimé qu'une infrastructure réunissant les éléments décrits ci-dessus faciliterait grandement la construction des usines d'engrais dans les pays en développement. Pour le choix de l'emplacement de ces usines, il serait donc souhaitable de retenir les régions où existent déjà des infrastructures. Quant au choix des lieux d'implantation précis dans chaque pays en développement, il devrait se faire compte tenu de l'infrastructure locale.

28. Tout en affirmant la nécessité d'une infrastructure aussi complète que possible, les participants ont reconnu que la mise en place de l'infrastructure ne pouvait se faire uniquement en fonction des usines d'engrais. Cette infrastructure devrait s'inscrire dans les plans et dans le développement généraux de la nation, et desservir toute une variété d'industries prévues par les plans régionaux et nationaux.

29. Selon les participants, l'absence d'infrastructure ne devait pas faire obstacle à la décision de créer des usines. A leur avis, la création d'usines contribuerait au développement économique général des régions en retard et favoriserait la création d'une infrastructure^{3/}.

30. Considérant les dépenses qu'entraîneraient la création d'une infrastructure et la nécessité de produire des engrais à un prix les mettant à la portée des exploitants agricoles, les participants ont jugé qu'il ne serait pas raisonnable de faire supporter par les usines d'engrais toutes les dépenses d'infrastructure. S'agissant des dépenses d'infrastructure, il fallait distinguer nettement celles qui, étant à la charge des pouvoirs publics, devaient être imputées sur les deniers de l'Etat, de celles qui étaient directement liées aux usines d'engrais.

^{3/} Une délégation a formulé une réserve quant à la seconde phrase du paragraphe 29, pour les mêmes raisons que celles indiquées au sujet des paragraphes 7 et 25.

31. Les participants ont reconnu que les conditions et les pratiques n'étaient pas identiques dans tous les pays en développement, et qu'il conviendrait par conséquent de tenir dûment compte des conditions locales pour définir les responsabilités respectives de l'Etat et des entreprises. De l'avis général, les pouvoirs publics devraient assumer la responsabilité de l'infrastructure de base (aménagement, transports et équipements collectifs) extérieure aux installations de production. Quant aux entreprises, elles devraient assumer la responsabilité des éléments d'infrastructure qui concernent la commercialisation et l'environnement, et en particulier l'élimination des effluents. La responsabilité devrait être conjointe en ce qui concerne les ressources humaines, l'Etat fournissant les moyens et équipements essentiels pour la formation et le perfectionnement, et les entreprises se chargeant de former les spécialistes requis pour les usines d'engrais.

32. Les participants ont estimé qu'il faudrait partager les responsabilités de façon à réduire autant que possible l'investissement initial dans les usines d'engrais et, par conséquent, les coûts de production.

33. Les participants ont souligné la nécessité de définir clairement les mécanismes institutionnels (voir p. 26 g) ci-dessus, et ils ont recommandé que les pays en développement se dotent d'un ensemble de lois, de règlements et de politiques économiques et mécanismes de planification de nature à favoriser la croissance de l'industrie des engrais.

34. Les participants ont reconnu que le développement des compétences était extrêmement important. Ils ont recommandé que les dirigeants et les travailleurs soient associés à tous les stades de la conception, de la planification et de l'exécution des projets. Ils ont également recommandé que des mesures soient prises en ce qui concerne l'hygiène et la sécurité du travail ainsi que la protection de l'environnement, et que les conventions pertinentes de l'OIT soient dûment respectées.

Construction des usines d'engrais

35. Les participants ont estimé que la création d'usines d'engrais nécessite un ensemble d'apports, notamment :

- a) Une infrastructure adéquate;
- b) Des capitaux d'investissement
- c) Une technologie;
- d) Des biens d'équipement;
- e) Des ressources humaines;
- f) Des matières premières et des consommations intermédiaires;
- g) Des marchés.

36. S'agissant du financement des usines d'engrais, les participants ont noté qu'à l'heure actuelle la création d'usines d'engrais était très coûteuse. Ils ont estimé que, pour atteindre les objectifs poursuivis, il fallait envisager d'urgence des mesures propres à réduire le coût des investissements. Ils ont proposé que l'ONUDI, la CIUCED et d'autres organisations internationales compétentes examinent la possibilité d'étudier certaines hausses récentes des prix de l'équipement et des services, afin de déterminer si elles sont justifiées. D'une manière générale, ils sont convenus qu'il conviendrait de recourir, dans toute la mesure possible, aux appels d'offres internationaux pour les usines d'engrais, méthode qui permettrait aux pays en développement de closer au mieux le matériel et les services aux meilleurs prix de concurrence. Les participants ont noté que l'aide bilatérale était souvent accordée sous forme de crédits liés à l'acquisition de la majeure partie du matériel et des services auprès des pays donateurs. Les participants ont fait valoir que l'aide devrait autant que possible être inconditionnelle^{4/}.

37. En ce qui concerne le transfert des techniques et l'acquisition de matériel et de services, les participants ont observé qu'il arrivait que les installations et certains matériels ne fonctionnent pas convenablement, ce qui entraînait de fortes pertes pour l'acheteur. Ils ont observé en outre que les clauses de pénalité figurant dans les contrats internationaux ne suffisaient pas à protéger l'acheteur contre ces pertes.

^{4/} Une délégation a formulé une réserve quant à la dernière phrase du paragraphe 36, dont elle ne pouvait approuver le maintien.

38. Les participants ont examiné la proposition faite par le Secrétariat de l'ONUDI d'explorer la possibilité d'un système d'assurance multilatérale couvrant les pertes mentionnées ci-dessus. Tout en s'associant aux objectifs fondamentaux du système proposé, ils ont estimé que sa mise en oeuvre risquait de soulever des difficultés sur le plan pratique. A leur avis, une des meilleures formes d'assurance consisterait à choisir soigneusement des entrepreneurs réputés et expérimentés, à adopter des technologies éprouvées et à faire en sorte que les contrats comportent des clauses de garantie appropriées. Néanmoins, de l'avis des participants, l'ONUDI pourrait, en tenant compte des aspects pratiques de la question, établir un projet de système qui serait examiné plus avant.

39. D'une manière générale, les participants sont convenus que les travaux consacrés par l'ONUDI aux contrats modèles pourraient intéresser de nombreux pays, en particulier ceux qui en sont au stade initial du développement. Toutefois, vu la diversité des conditions locales, des systèmes juridiques et économiques et des moyens de gestion, il n'y avait pas de modèle universellement applicable. L'ONUDI pourrait néanmoins continuer d'examiner diverses formes de contrat, et proposer des directives aux pays en développement. Ce faisant, elle pourrait envisager des contrats de diverses formes : contrat clefs en main, contrat semi clefs en main et contrat portant uniquement sur la fourniture de services d'ingénierie, de procédés techniques et d'une partie de l'équipement.

40. Les participants ont examiné l'opportunité de normaliser la conception des installations et du matériel. Ils ont estimé que cette formule aiderait à réduire les coûts, à améliorer les conditions d'exploitation et à simplifier l'entretien, mais que la diversité des situations rendrait difficile l'adoption par tous les pays de modèles uniformisés. En ce qui concerne en particulier les usines d'engrais phosphatés, la normalisation serait difficile.

41. Les participants ont souligné la nécessité de former dans les pays en développement des cadres administratifs et techniques spécialisés dans la planification, la conception et la construction des usines d'engrais. Le personnel local devrait participer à ces opérations, ce qui serait le seul moyen d'assurer un transfert de techniques efficace. Il faudrait aussi s'intéresser à d'autres questions, comme par exemple la santé et la sécurité des travailleurs ainsi que leur participation à la gestion de l'entreprise.

42. Les participants ont noté que certains pays en développement produisaient déjà divers équipements et matériels, et que ces pays formaient aussi du personnel pour les services d'ingénierie. Ils ont estimé que les pays en développement devraient utiliser au maximum leurs ressources internes entre eux, et que la coopération internationale devrait viser à les y aider.

43. Les participants ont aussi recommandé que l'ONUDI, dans la limite de ses ressources financières, intensifie la fourniture, aux pays en développement qui les demandent, de services consultatifs dans les domaines suivants : établissement d'études de faisabilité, établissement de cahiers des charges pour les appels d'offres, évaluation des soumissions, négociation de contrats, réception des usines, dépannage, mise au point de programmes d'entretien, commercialisation, gestion opérationnelle. Ils ont recommandé que l'Organisation crée à cet effet un groupe d'experts et qu'elle recherche auprès de différentes sources de financement, anciennes ou nouvelles, les moyens nécessaires pour l'assistance à fournir.

Exploitation des usines d'engrais

44. Compte tenu de l'importance des investissements dans l'industrie des engrais, et en même temps de la nécessité de produire des engrais à des prix raisonnablement bas, les participants à la Réunion de consultation ont estimé qu'il était impératif de veiller à ce que les usines d'engrais, qu'il s'agisse de celles qui existent déjà dans les pays en développement ou de celles qui sont prévues, fonctionnent avec la plus grande efficacité, dans des conditions avantageuses d'emploi des matières premières et à des taux de rendement élevés. Les participants ont remarqué que la situation actuelle dans plusieurs pays en développement n'était pas satisfaisante, et que l'efficacité comme le rendement laissaient à désirer. Ils ont fait valoir que l'amélioration du rendement de ces usines équivaldrait à la création de plusieurs usines nouvelles.

45. Les participants ont étudié les principales raisons des faibles niveaux d'efficacité et de rendement des usines implantées dans les pays en développement :

a) Problèmes imputables aux vices de la planification initiale

Les participants ont estimé que l'une des principales précautions à prendre dans la création des usines d'engrais consistait à concevoir celles-ci en s'appuyant sur une analyse détaillée des données de base. Une usine mal conçue ou mal étudiée soulevait forcément des problèmes d'exploitation. Les participants ont souligné qu'il importait d'établir les études de faisabilité et les rapports de projets nécessaires pour la création d'usines d'engrais rentables et efficaces. Une fois ces études et rapports établis, il convenait de choisir des entrepreneurs de réputation établie, d'adopter des technologies éprouvées et de donner les soins voulus à la rédaction des appels d'offres et des contrats.

b) Problèmes imputables aux carences de l'infrastructure

Les participants ont spécialement signalé les faibles rendements dues aux problèmes d'infrastructure : insuffisance et irrégularité de l'énergie électrique, manque d'approvisionnement en eau, insuffisance des consommations intermédiaires et autres matières premières.

c) Problèmes imputables à l'insuffisance de l'entretien

Les participants ont noté que l'une des conditions essentielles de l'amélioration du rendement et de l'efficacité était un système régulier d'entretien préventif, doté d'une main-d'oeuvre spécialisée et d'un approvisionnement constant en pièces de rechange. Ils ont considéré que les entrepreneurs et les ingénieurs-conseils devaient aider les acheteurs à établir des calendriers d'entretien, et leur communiquer la liste des pièces de rechange essentielles à conserver en magasin. Ces pièces de rechange étant difficiles à obtenir, les pays en développement devaient, avec l'aide des entrepreneurs, veiller à ce que leurs ateliers soient, chaque fois que possible, équipés pour leur fabrication locale. Les pays en développement devaient également abréger les formalités d'importation des pièces de rechange requises d'urgence.

d) Problèmes imputables aux difficultés commerciales

Les participants ont observé que les usines d'engrais seraient exposées à la sous-utilisation, si les mesures nécessaires n'étaient pas prises pour la commercialisation de la production sur les plans local, régional ou international. Ce problème avait une importance particulière pour les pays en développement qui se dotaient d'installations destinées principalement à l'exportation.

46. Les participants ont jugé qu'il était indispensable au bon fonctionnement des usines d'engrais de former un personnel spécialisé - gestionnaires, techniciens et personnel d'entretien - et de le faire bien avant la mise en service des installations. Il convenait également de prévoir un système de formation permanente.

47. Compte tenu des problèmes identifiés, les participants ont formulé les recommandations suivantes :

- a) L'ONUUDI, les autres institutions internationales et les pays donateurs devraient déployer le maximum d'efforts pour donner suite aux demandes de services consultatifs présentés par les pays en développement, particulièrement en ce qui concerne l'exploitation et l'entretien des installations;
- b) Il conviendrait d'entreprendre des études sur la remise en état et la modernisation des installations vétustes;
- c) Les pays en développement devraient, avec l'assistance de l'ONUUDI, de l'OIT, des sociétés internationales spécialisées dans les engrais et des pays développés, se doter de formation et perfectionner les moyens dont ils disposent déjà;
- d) Il conviendrait de consacrer un effort particulier à la réunion des erreurs de conception intéressant les usines, et les organisations financières internationales, ainsi que les organismes d'assistance bilatérale, devraient reconnaître la nécessité d'accorder la priorité au financement des actions prévues à cet effet.

48. Les participants ont noté avec satisfaction que le Groupe de la Banque mondiale avait déjà accordé une assistance financière à plusieurs pays dans ce domaine.

Financement des usines d'engrais

49. Les participants à la Réunion de **consultation** ont estimé que tout grand programme d'investissement dans l'industrie des engrais nécessiterait des ressources très importantes. Certaines indications préliminaires avaient été fournies sur les besoins en la matière : d'après le projet d'Etude mondiale sur l'industrie des engrais, le chiffre **total serait** de l'ordre de 10 milliards de dollars par an pour les pays en développement et les pays développés, y compris les investissements destinés à l'infrastructure. Encore cette estimation é-tait-elle à vérifier.

50. Les participants ont pris note des indications récentes selon lesquelles le rythme des investissements **serait** plus rapide dans l'industrie des engrais des pays en développement que dans celle des pays développés. Ils ont jugé que des mesures devraient être prises pour mobiliser les ressources nécessaires à ces investissements et pour fournir aux pays en développement, selon les besoins, un financement à des conditions favorables.

51. Les participants ont souligné que les ressources spécialement destinées à financer les dépenses locales devraient être trouvées dans les pays en développement eux-mêmes. Ils ont examiné diverses possibilités d'investissement :

- a) Investissement étranger par participation au capital d'entreprises communes;
- b) Création d'usines du secteur public, contrôlées par les gouvernements des pays en développement et financées sur les deniers de l'Etat, complétés par des emprunts à l'étranger pour l'importation des équipements et des services nécessaires;
- c) Création d'usines du secteur privé dans les pays en développement, nécessitant des emprunts locaux de développement à long terme pour les dépenses sur place et des emprunts à l'étranger pour financer l'importation des équipements et des services;
- d) Mobilisation des moyens de financement locaux par l'intermédiaire des coopératives agricoles.

Les participants ont ajouté que le choix entre les diverses formes possibles d'investissement dépendrait de la politique nationale des pays en développement.

52. Selon les participants, l'assistance étrangère ne devrait pas servir seulement à financer les usines d'engrais elles-mêmes, mais aussi les éléments d'infrastructure connexe ayant un rapport direct avec l'exploitation des usines et le développement de l'emploi des engrais. Dans toute la mesure possible, l'assistance étrangère devrait être fournie à des conditions souples.

53. Les participants ont pris note de la pratique consistant à financer principalement l'élément "devises" des investissements. À leur avis, l'extension de l'assistance financière aux dépenses locales pourrait également être prévue lorsque le financement par les ressources nationales soulève des difficultés.

54. Ayant pris note des diverses formes existantes d'assistance bilatérale, les participants ont souligné que les conditions de cette assistance diffèrent considérablement, certaines étant plus favorables que d'autres. Ils ont recommandé que l'assistance bilatérale soit déliée dans toute la mesure possible, afin que les pays en développement puissent acquérir les équipements et les services nécessaires aux prix les meilleurs sur le marché international.

55. Les participants ont noté avec satisfaction l'assistance financière fournie par les organismes internationaux de financement, et l'assistance financière fournie par certains pays sur une base bilatérale. Selon eux, d'autres sources de financement devraient être utilisées, parmi lesquelles le Fonds spécial récemment créé par l'OPSP, le Fonds international de développement agricole et les organismes d'investissement des pays membres du Conseil d'assistance économique mutuelle.

56. Les participants ont affirmé que les usines d'engrais créées dans les pays en développement devaient être conçues de façon à être rentables.

57. Les participants ont pris note de la volonté de faire baisser les prix des engrais demandés aux agriculteurs. Cependant, ils ont estimé que la charge des subventions éventuelles ne devait pas incomber aux usines d'engrais.

58. Les participants ont souligné que les pays en développement devaient présenter des études de réalisation et des rapports de projets bien conçus. Ils ont recommandé que les organismes internationaux de financement prêtent leur appui aux projets ainsi préparés.

Coopération régionale

59. Les participants à la Réunion de consultation ont reconnu que la création d'usines d'engrais et la mise en place d'un réseau de commercialisation et de distribution seraient plus faciles dans les pays en développement qui ont d'importants débouchés pour les engrais. Pour les pays ayant des débouchés limités, il serait souhaitable de prévoir une coopération régionale et de combiner les ressources et les compétences. Il faudrait aussi exploiter toutes les possibilités de coopération générale entre pays en développement.

60. Les participants ont fait le point des efforts déjà entrepris dans ce sens, notamment les accords de coopération régionale du Groupe andin, l'Association latino-américaine pour le développement de l'industrie des engrais (ADIFAM), le Système économique de l'Amérique latine (SELA), l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS), l'Union du Fleuve Congo, l'Association des producteurs arabes d'engrais, le Centre de développement industriel des Etats arabes (IDCAS), le groupe des pays d'Asie et la région desservie par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP).

61. Les participants se sont prononcés en faveur de ces efforts. Ils ont recommandé qu'ils soient intensifiés et, en particulier, que :

- a) Un degré de priorité élevé soit accordé, dans les programmes de ces groupements régionaux, à l'établissement d'études de faisabilité, à la création d'usines d'engrais et à la mise en place, dans chaque région, d'un réseau de commercialisation et de distribution;
- b) L'ONUDI accorde une assistance technique et spécialisée à ces initiatives régionales de coopération et fournisse des services de consultation en réponse aux demandes qui lui sont présentées, et donne suite aux suggestions faites lors de la Réunion de consultation;
- c) L'ONUDI envisage de fournir une assistance pour la création de centres régionaux pour le développement de l'industrie des engrais;
- d) Une assistance technique et financière internationale, de caractère bilatérale ou autre, soit également accordée pour ces efforts de groupement régional.

Suite à donner à la première Réunion de consultation

62. Les participants à la Réunion de consultation ont considéré que la question du développement de l'industrie des engrais avait des ramifications complexes. S'il n'avait pas été possible au cours de la Réunion d'en examiner tous les aspects du problème, on avait cependant dégagé des lignes directrices pour des consultations ultérieures. Les participants ont noté qu'il était prévu de donner au processus de consultation un caractère permanent.

63. Les participants ont pris tout particulièrement note de la remarque formulée par le Directeur exécutif dans son allocution d'ouverture, selon laquelle les participants souhaiteraient peut-être examiner à quel moment il conviendrait de tenir la prochaine réunion de consultation sur l'industrie des engrais et comment l'ONUDI devrait organiser des groupes de travail consacrés à des questions précises pendant la période qui précéderait la prochaine réunion de consultation.

64. Les participants ont suggéré au Directeur exécutif d'organiser la prochaine réunion de consultation en 1970. Ils ont proposé que les questions ci-après fassent l'objet d'un examen et de recherches plus approfondis :

1. Procédures contractuelles voulues pour permettre la création et le fonctionnement satisfaisants des usines d'engrais, et mécanisme multilatéral d'assurance envisagé pour garantir la protection des intérêts de toutes les parties intéressées, notamment par des compensations suffisantes en cas de dommages indirects.
2. Moyens de réduire le coût élevé des usines d'engrais et de mobiliser les fonds considérables nécessaires aux investissements.
3. Contrôle permanent de la croissance des capacités de production d'engrais aux niveaux national, régional et mondial, en vue de faciliter une croissance équilibrée de l'industrie mondiale des engrais.
4. Possibilités de coopération entre les pays en développement aux niveaux sous-régional, régional et inter-régional, et appui international nécessaire en la matière.

65. Les participants demandent instamment au Directeur exécutif de faire entreprendre l'examen approfondi des questions proposées et, le cas échéant, de créer à cette fin des groupes de travail appropriés. Les conclusions de cet examen approfondi seraient soumises à la prochaine réunion de consultation. En procédant à cet examen approfondi et en créant ces groupes de travail, il conviendrait de veiller à ce qu'ils ne fassent pas double emploi avec les travaux consacrés à ces sujets par d'autres institutions et organismes intéressés. Les participants ont noté que le Directeur exécutif saisirait le Conseil du développement industriel de ces questions à sa prochaine session.

66. Les participants ont noté que certaines des recommandations présentées au cours de la discussion exigeraient une action consécutive dans des domaines n'ayant pas de rapport direct avec les quatre sujets mentionnés ci-dessus.

67. Les participants ont félicité l'ONUDI d'avoir établi le projet d'étude mondiale de l'industrie des engrais. Ils ont noté que la version révisée de l'étude serait achevée dans le courant de l'année 1977 et refléterait les vues du groupe d'experts qui avait examiné le projet d'étude vers la fin de 1976, ainsi que les observations que les participants à la Réunion communiqueraient au Secrétariat avant la fin du mois de mai 1977.

68. Les participants ont marqué leur satisfaction au sujet des estimations de l'offre et de la demande d'engrais aux niveaux régional et mondial, qui sont rassemblées et publiées par un groupe de travail ONUDI/FAO/BIRD. Ils ont exhorté ce groupe à poursuivre son oeuvre utile et à améliorer encore les renseignements présentés.

69. Les participants, gardant à l'esprit l'importance attribuée par la Réunion à la mise en place d'une infrastructure satisfaisante dans les pays en développement, ont prié le Secrétariat de l'ONUDI d'établir un document détaillé sur l'infrastructure nécessaire pour les usines d'engrais.

70. Les participants ont considéré qu'il serait utile de créer des services d'information et de banque de données sur les procédés, les installations et le matériel existants ou futurs, ainsi que sur le coût des projets et du matériel

ANNEXE I

TEXTE DE L'ALLOCATION PRONONCÉE
PAR M. ABD-EL RAHMAN KHANF, DIRECTEUR EXÉCUTIF DE L'ONUDI
À L'OUVERTURE DE LA PREMIÈRE RÉUNION DE CONSULTATION
SUR L'INDUSTRIE DES ENGRAIS

Il m'est particulièrement agréable de vous accueillir à cette première réunion de consultation organisée par l'ONUDI. Nous apprécions vivement le fait que plus de 150 participants représentant une soixantaine de pays et une vingtaine d'organismes internationaux aient trouvé le temps d'y assister. Je suis convaincu que vous partagerez avec moi le sentiment d'espoir et d'enthousiasme que ne peut manquer d'inspirer une initiative nouvelle dans le domaine de la coopération internationale.

Comme vous le savez, la deuxième Conférence générale de l'ONUDI, qui a eu lieu à Lima, au Pérou, en mars 1975, a adopté la Déclaration et le Plan d'action de Lima concernant le développement et la coopération industriels. Cette Déclaration soulignait l'importance de l'industrialisation pour les pays en développement et a proposé un Plan d'action prévoyant, avec des mesures de portée nationale, une coopération entre pays en développement et une coopération entre les pays industrialisés et les pays en développement.

La Conférence de Lima a décidé que l'ONUDI devrait jouer un rôle central dans la mise en oeuvre de la Déclaration et du Plan d'action, et qu'à cet effet il serait nécessaire d'élargir les attributions et le champ d'activités de l'ONUDI en procédant notamment à la mise en place d'un système de consultations permanentes, aux niveaux global, régional et sectoriel. L'Organisation devrait également être prête à servir d'enceinte pour la négociation d'accords dans le domaine industriel, entre pays développés et pays en voie de développement, ainsi qu'entre ces derniers à la requête des pays intéressés.

À sa septième session extraordinaire, qui s'est tenue en septembre 1975, l'Assemblée générale a approuvé la Déclaration et le Plan d'action de Lima et a explicitement prié le Directeur exécutif de l'ONUDI d'étudier la mise en place d'un système de

consultations dans l'industrie. Des propositions détaillées concernant la mise en place d'un système de consultations permanentes aux niveaux global, régional et sectoriel ont été élaborées et soumises à l'examen du Conseil du développement industriel, organe directeur de l'ONUDI, en avril et en septembre 1976. Le Conseil a décidé que, dans un premier temps, l'ONUDI organiserait à titre expérimental des réunions de consultation sur des secteurs déterminés de l'industrie et que je ferais rapport au Conseil à sa session suivante sur les résultats de ces réunions.

J'ai donc décidé que des réunions de consultation auraient lieu au début de l'année 1977 sur l'industrie des engrais et sur l'industrie sidérurgique. Ces secteurs ont été choisis parce qu'ils répondent aux priorités établies par la Déclaration et le Plan d'action de Lima, et parce que l'ONUDI possédait en ces domaines une expérience suffisante pour pouvoir achever les préparations nécessaires dans le peu de temps dont on disposait.

Le spectre de la famine qui hante des centaines de millions d'êtres humains justifie amplement cette consultation internationale. Certes, tous savent et comprennent que les pays en développement doivent utiliser suffisamment d'engrais pour accroître leur production alimentaire, de façon à nourrir des populations sans cesse croissantes. Cependant, bien que des consultations sur la production alimentaire mondiale aient déjà été organisées à un niveau élevé, c'est au cours de la présente réunion que sera pour la première fois, examinée la question de la coopération internationale en matière de production d'engrais. Je voudrais d'ailleurs à cet égard, mentionner que certains pays en développement se sont déjà intéressés à ce problème. Il n'est pas inutile de rappeler que, lors de leur première conférence, qui s'est tenue à Alger en mars 1975, les souverains et chefs d'Etat des pays membres de l'OPEP, conscients de l'importance vitale des engrais pour les pays en développement, ont décidé d'en encourager la production afin d'en fournir à des conditions avantageuses aux pays les plus pauvres du monde.

Les réunions de consultation qui seront organisées par l'ONUDI devraient permettre de cerner les problèmes que le monde en général et les pays en développement en particulier doivent résoudre pour créer et développer les industries nécessaires, et de réaliser un accord sur des solutions spécifiques qui donneraient à la coopération internationale des possibilités de se développer en de nouveaux domaines.

Notre espoir étant de réaliser l'objectif fixé à Lima, qui situe à 25 % la part des pays en développement dans la production industrielle mondiale, nous espérons que ces négociations permettront de réaliser une large mesure d'accord sur l'expansion de la part des pays en développement dans la production mondiale d'engrais. Il faudra donc, au cours de cette réunion, examiner soigneusement les problèmes du transfert, des connaissances techniques, du développement des compétences et qualifications, et de la mobilisation des ressources financières afin que les nouvelles installations industrielles soient construites et fonctionnent de façon satisfaisante dans les pays en développement.

Si ces objectifs doivent être atteints, et vu le peu de temps qui nous reste jusqu'à l'an 2000, vous n'aurez guère le loisir de vous attarder à un débat général : il me semble plutôt que vos efforts devraient se concentrer sur la recherche de solutions précises aux problèmes qui se posent et de nouvelles formules de coopération internationale pouvant être rapidement mises au point dans l'intérêt de toutes les parties en cause.

Le succès de la présente réunion, et de celles qui seront organisées à mesure que le système de consultations se développera dépend en dernière analyse de la volonté de toutes les parties intéressées d'aboutir à un accord et des efforts consentis qu'elles feront en ce sens. J'espère qu'au cours de cette réunion il vous sera possible de parvenir à un consensus sur les mesures à prendre afin d'assurer une meilleure gestion des ressources mondiales dans le domaine des engrais. J'espère également que vous vous efforcerez de parvenir à un accord en vue d'assurer que tous les intéressés feront ce qui dépend d'eux pour que soient mises en oeuvre les recommandations et les conclusions que vous formulerez lors de cette réunion.

Comme vous le savez, afin de préparer cette réunion de consultation, l'ONUDI a entrepris une étude mondiale de l'industrie des engrais et convoqué une réunion préparatoire en novembre dernier. Vingt-huit pays y ont participé et tous leurs représentants possédaient une connaissance approfondie de l'industrie des engrais. Ils ont examiné huit questions proposées par le Secrétariat de l'ONUDI et ont recommandé que quatre d'entre elles soient étudiées à la présente réunion. Nous nous sommes conformés à cette recommandation, et ces quatre questions sont celles qui figurent à l'ordre du jour provisoire que vous avez devant vous. Lorsque, à la fin de la réunion préparatoire, j'ai reçu M. Fernandes, représentant de l'Inde, et M. Boudewijn,

représentant des Pays-Bas, j'ai été extrêmement satisfait d'entendre de leur bouche que les discussions s'étaient déroulées dans une atmosphère de parfaite coopération, et qu'ils s'étaient rapidement mis d'accord sur un ensemble de recommandations et de conclusions que vous avez sous les yeux dans la documentation qui vous a été remise pour cette réunion. Encouragé par ce rapport optimiste, je suis persuadé que l'industrie mondiale des engrais est également bien représentée à la présente et plus vaste réunion, et que par conséquent les problèmes y pourront être perçus avec toute la netteté désirable, qu'un esprit de coopération inspirera vos débats et que je pourrai faire état de résultats concrets devant le Conseil du développement industriel à sa prochaine session.

A la lumière des débuts de la réunion préparatoire et se fondant sur les recommandations et conclusions auxquelles elle a abouti, le Secrétariat de l'ONUDI a préparé un document dans lequel figure le texte d'une proposition d'accord que vous pourrez examiner. J'espère que ce projet de texte vous sera de quelque utilité pour aboutir au résultat positif que j'espère de cette réunion.

J'attache beaucoup d'importance aux travaux de cette première réunion de consultation sur l'industrie des engrais. En vérité, c'est à vous qu'il appartient d'user de cette occasion de faire un premier pas décisif vers l'instauration d'une forme nouvelle et dynamique de coopération internationale dans le domaine du développement industriel. A notre connaissance, ce type de réunion est sans précédent. Vous devez donc faire preuve d'imagination et d'esprit d'innovation, ainsi que l'exige la complexité des problèmes inscrits à l'ordre du jour.

La Déclaration et le Plan d'action de Lima ont prévu des consultations permanentes. Ceci signifie selon nous que d'autres réunions de consultation sur l'industrie des engrais devront avoir lieu ultérieurement et que dans l'intervalle l'ONUDI devra peut-être réunir des groupes de travail afin d'examiner d'une manière plus approfondie certaines propositions. Vous voudrez donc peut-être examiner à quelle date il serait opportun de convoquer la prochaine réunion de consultation sur l'industrie des engrais et comment l'ONUDI devrait organiser des groupes de travail pour l'étude de problèmes spécifiques dans la période qui s'écoulera, avant la prochaine réunion de consultation.

Je suivrai vos débats avec grand intérêt car l'avenir des consultations sur d'autres secteurs industriels, ainsi que l'évolution de l'ensemble du système dépendront pour beaucoup du succès de la présente réunion.

En terminant, permettez-moi de vous souhaiter le succès le plus complet, et, au nom de l'ONUDI, de remercier le Gouvernement des Pays-Bas de la généreuse aide financière qu'il a bien voulu accorder pour la préparation et l'organisation de cette réunion de consultation.

ANNEXE II

LISTE DES PARTICIPANTS

ALGERIE

- M. Abdelhakim KHAMANI, Directeur adjoint, Ministère de l'Industrie et de l'Énergie
- M. Paul GAMI, Directeur des industries chimiques et pétrochimiques, Ministère de l'Industrie et de l'Énergie
- M. Sami MELIA, Directeur de l'Exploitation Industrielle, Ministère de l'Industrie et de l'Énergie
- M. Abdelkader BEN HAJ, Chef de département ammoniac et engrais, SONATRACH
- M. Noureddine TERAB, Assistant, Division Commerciale, SONATRACH

ARGENTINE

- Sr. L.R. PALMISTO, Secrétaire de l'État de Montevideo, Interchim
- Sr. Hugo SARDOLA, Gerente General de Proyección, ALARIS S.A.

AUSTRALIE

- Mr. D.A. TOWNSEND, Counsellor, Alternate Representative of Australia to UNIDO
- Mr. D.R. O'NEILL, Chief Secretary, Adviser to the Permanent Representative to UNIDO

AUTRIE

- Mr. Heinrich STICH, Director of Agrochemicals Division, Chemie Linz AG
- Mr. Heinrich BERNHARTER, Counsellor, Alternate Representative of Austria to UNIDO
- Mr. Gerhard REIFFERSCH, Federal Ministry for Commerce, Trade and Industry
- Mr. Helmut WAGNER, Bundes Chemie AG
- Mr. Stefan KLINGHOFFER

BANGLADESH

- Mr. Rafiqul Karim AHMAD, Chairman, Bangladesh Chemical Industries Corporation

BELGIQUE

- R. H. MONDET, Conseiller, Représentant permanent de la Belgique auprès de l'ONUDI
- M. Jean HOED, Directeur de l'Association belge de l'Industrie des produits azotés
- M. Christian MONROYER, Troisième Secrétaire, Conseiller du Représentant permanent

BOLIVIA

Sr. Hans DRBSCHER, Consul general de Bolivia en Viena

BRAZIL

M^r. Antonio Firmino SILVA, Director, Consulting Firm Engenharia para a Industria Mineral

BULGARIA

Mr. Angel PETROV, First Secretary, Adviser to the Permanent Representative of Bulgaria to UNIDO

Mr. Ivan EMBEZOY, Attaché, Embassy of Bulgaria in Vienna

CANADA

Mr. William D. DAWSON, Chief, Petroleum and Industrial Chemicals, Department of Industry, Trade and Commerce

Mr. R.W. McCASKILL, Adviser to the Permanent Representative of Canada to UNIDO

COLOMBIA

Sr. John BARRALLO, Sub Jefe, Departamento Nacional de Planeación

CZECHOSLOVAKIA

Mr. Jozef BELACEK, Counsellor, Alternate Representative of Czechoslovakia to UNIDO

Mr. Jozef BRAVEN, Adviser to the Permanent Mission of Czechoslovakia to UNIDO

DENMARK

Mr. Mogens PEDERSEN, Danish Federation of Industries and Danish Employers' Confederation

Mr. Jen NISSEN, Chairman of the Semi-Skilled Worker Union

Mr. Kjeld AAKJAER, Danish Federation of Trade Unions

Mr. Gert OVERVAD, First Secretary, Alternate Representative to Denmark to UNIDO

ECUADOR

Sr. Filoteo SAMANTEGO, Encargado de Negocios, Representante Permanente del Ecuador ante la ONU

Sr. Alfonso JARRIN, Asesor Ministerial, Ministerio de Industrias y Comercio

Sra. Maria AFONTE DE ENDLER, Attaché

EGYPT

- Mr. Abdel Patah Sabry HUSSEIN, Chairman of Financial and Industrial Corporation
- Mr. Saad Eldin Ibrahim IMAN, General Director of Chemical Project Department, General Organization for Industrialization
- Mr. Mohamed El Mahdi PATHALLA, Second Secretary, Embassy of Egypt in Austria

FINLAND

- Mr. Pekka SAAREI, Second Secretary, Alternate Representative of Finland to UNIDO
- Mr. Markku KOHONEN, Commercial Secretary, Alternate Representative of Finland to UNIDO
- Mr. Pekka SUFFANEN, Director, Kemira Oy, Helsinki
- Mr. Eino UUSITALO, Kemira Oy, Helsinki
- Mr. Pentti KONJUTILA, Kemira Oy, Helsinki

FRANCE

- M. Alain DEMENTHON, Représentant permanent de la France auprès de l'ONU
- M. Yves BLANCHEET, Directeur de la Société Nitrate
- M. Jean-Paul GARDINIER, Société d'Engrais et Produits chimiques Gardinier S.A.
- M. Daniel HADOT, Représentant permanent adjoint de la France auprès de l'ONU
- M. Félix RISTA, Délégué pour les Affaires internationales de la Fédération nationale de l'Industrie des Engrais (FNEI)
- M. Gérard TAGLIANA, Administrateur civil du Ministère de l'Industrie

GERMAN DEMOCRATIC REPUBLIC

- Mr. Hans KOLLMANN, Director for International Co-operation, Ministry for Chemical Industry
- Mr. Georg HARZFELD, Deputy Director for Production, VVB Agro-Chemie and Semi-Products
- Mr. Günther BARTH, Second Secretary, Alternate Representative to UNIDO

GERMANY, FEDERAL REPUBLIC OF

- Mr. Greif SANDER, Managing Director, Fachverband Stickstoffindustrie
- Mr. Manfred JÄNNICH, Head of the Industry Division, Kreditanstalt für Wiederaufbau
- Mr. Enno CARSTENSEN, Counsellor, Alternate Representative of the Federal Republic of Germany to UNIDO

GHANA

- Mr. James G. OKYNE, Counsellor, Permanent Mission of Ghana in Geneva

GREECE

Mr. Georges VAFIDIS, Chief of Soil and Fertilizer Division, Ministry of Agriculture

Mr. Haralambos KOLYWERPOLOIDAKIS, Second Secretary, Alternate Representative to UNIDO

GUATEMALA

Sra. A.M. Espina de MERIDA, Ministro Consejero, Encargado de Negocios de Guatemala en Austria

HOLY SEE

M. Peter GIBBER, Expert

M. Theodor FISCHLEIN, Conseiller principal, Chambre d'Agriculture

HUNGARY

Mr. Zoltán TOROK, Director of Chemistry, National Planning Board

Mr. György HOFFI, Deputy General Manager, Designing Company for Chemical Works

Mr. Ingeborg SALASCHOVICS, Department leader, Ministry of Foreign Trade

Mr. Robert WALDMANN, Head of Department, Secretariat for International Economic Relations

Mr. István BIZAS, Deputy Director of Centre for Agrochemicals, Ministry of Food and Agriculture

Mr. László MODRANSZKY, First Secretary, Alternate Representative of Hungary to UNIDO

INDIA

Mr. P.J. FERNANDES, Secretary to the Government of India, Ministry of Chemicals and Fertilizers

Mr. Paul VOEDEN, Managing Director of the Fertilizer Association of India

Mr. S. SUNDAR, Deputy Secretary, Ministry of Chemicals and Fertilizers

INDONESIA

Mr. SOEMJOSORNARNO, Directorate General for Chemical Industries, Ministry of Industry

Mr. Adian SHALAH, Second Secretary (Economic), Permanent Mission of Indonesia to UNIDO

IRAQ

Mr. Adnan H.A.K. AL-KINDI, President, State Organization of Chemical Industry
Mr. Mohammed A. SHUKRI, Director, Fertilizer Industries, State Organization
of Industrial Design and Construction, Ministry of Industry and Minerals
Mr. Hisham Rashid H. AL-MUDARRIS, State Company of Fertilizers

IRAN

Mr. Ebadollah BAHARI, Executive Director, National Petrochemical Company
Mr. Ebrahim MAHOUCHEHRI, Project Manager in Planning, Development and
Engineering, National Petrochemical Company

IRELAND

Mr. Thomas M. CULLEN, Assistant General Manager, Nitrigin Eireann Teoranta
(Irish Nitrogen Company)
Ms. Philomena MURNAGHAN, Third Secretary, Adviser to the Permanent
Representative of Ireland to UNIDO

ISRAEL

Mr. E. AVIVI, Minister Plenipotentiary, Permanent Representative of Israel
to UNIDO
Mr. J. LASTIGZON, Senior Economist, Israel Chemicals Ltd.

ITALY

M. Umberto ZAMBONI, Conseiller, Représentant adjoint de l'Italie auprès de
l'ONUDI
M. Mario CONSTANTINO, Ministère du Commerce extérieur
M. Horst-Maria FLENKETHALLER, Directeur commercial de SNAM-Progetti
M. Piermaria ARLOTTI, Département de la Planification, ANIC
M. Pasquale SALMIERI, Département de la Planification, MONTEDISON

JAPAN

Mr. Yoshitomo TANAKA, Counsellor, Alternate Representative of Japan to UNIDO
Mr. Toru ITANO, Deputy Director, Fertilizer Division, Ministry of International
Trade and Industry
Mr. Yoshio YAMAGISHI, Second Secretary, Adviser to the Permanent Representative
of Japan to UNIDO
Mr. Osamu ITO, Counsellor, Staff to President, Surveying Department,
Mitsubishi Chemical Industries Ltd.
Mr. Kozo NAGUMO, Deputy General Manager, Japan Urea and Ammonium Sulphate
Export Co.

(cont'd)

JAPAN (cont'd)

Mr. Masayasu SAKANAGHI, Chief Techno-Economist, UNICO International Corporation

Mr. Minoru HORIKOSHI, Member of the Central Executive Committee, Japanese Federation of Synthetic Chemistry

KENYA

Mr. C.N. KFEUCHI, Deputy Permanent Secretary to the Treasury

Mr. Gabriel K. GICOGO, Deputy Secretary, Ministry of Agriculture

Mr. J.K. GITAU, Assistant Director of Agriculture

Mr. H. OGOIA, Marketing Manager, Ken-Ren Chemicals and Fertilizers

KUWAIT

Mr. T. AL-NAKIB, Marketing Manager, Petrochemical Industries Company, K.S.C., Fertilizer Division

Mr. S.J. MISIEH, Research Department, Petrochemical Industries Company, K.S.C., Fertilizer Division

LIBERIA

Mr. Hilary B. WILSON, General Manager, Liberian Development Corporation

Mr. John Pius ONUMAH, Assistant Minister of Agriculture

Mr. Vittorio A.J. WEEKS, Financial Analyst, Liberian Development Corporation

LIBYAN ARAB REPUBLIC

Mr. Cheith SRARI, Second Secretary, Alternate Representative of the Libyan Arab Republic to UNIDO

MADAGASCAR

M. Raymond RAOELINA, Premier Conseiller, Ambassade de Madagascar à Bonn

MALAYSIA

Mr. Ho HENG TEONG, Deputy Director, Evaluation Unit, Federal Industrial Development Authority

Mr. Ahmad ZAINUDIN, Engineer, PETRONAS

Mr. Mohamad Diah JURINI, Marketing Executive, PETRONAS

MEXICO

Sr. Eduardo GUTIERREZ SALGADO, Secretario Tecnico Asociaci6n Desarrollo Industrial Fertilizantes en America Latina
Sr. Jaime CORDERO, Ingeniero, Petroleo Mexicanos y Guano y Fertilizantes de Mexico
Srta. Zadalinda CONZALES, Primer Secretario, Representante Alterno de Mexico ante la ONUDI

MOROCCO

M. Hassan OUAJJOU, Ingénieur, Fonctionnaire à l'Office Chérifien des Phosphates

NETHERLANDS

Mr. H. GAJENTAAN, Ministry of Foreign Affairs
Mr. P.J. HANSEN, Ministry of Foreign Affairs
Mr. B.J. TERPELLE, Ministry of Economic Affairs
Mr. J.M. BOUDEWYN, Director-General, Nederlandse Stikstofmaatschappij

NIGERIA

Mr. Abdullah Jibril OYEKAN, Deputy Secretary (Petrochemical), Federal Ministry of Industries
Mr. Olu ADENIJI, Ambassador of Nigeria to Austria, Permanent Representative to UNIDO
Mr. Fate ABUBAKAR, Third Secretary, Nigerian Embassy in Vienna

NORWAY

Mr. Ivar HUNDE, Ambassador of Norway to Austria, Permanent Representative to UNIDO
Mr. Odd AUSTVEG, Deputy Director, Ministry of Industry and Handicrafts
Mr. Jan JOLLE, First Secretary, Alternate Representative of Norway to UNIDO
Mr. Erick LANGE, Sales Manager, Norsk Hydro
Mr. Holger FANGEL, Director

PAKISTAN

Mr. S. Habeeb HUSAIN, Additional Secretary, Ministry of Production
Mr. Fakir Syed AIJAZUDDIN, General Manager (Finance), National Fertiliser Corporation of Pakistan Ltd.

POLAND

Mr. Jan KACZOR, Director, Development and Planning Department, Ministry for Chemical Industry

Mr. Bogdan MADONJCZUK, First Secretary, Alternate Representative of Poland to UNIDO

Mrs. Janina NOWACKA, Senior Counsellor at the Ministry of Foreign Trade and Maritime Economy

Mr. Jozef MEMIEL, Chief Expert, Union of Petrochemical Industry "PETROCHEMIA"

Mrs. Halina SIEBLSKA, Expert

QATAR

Mr. Mohamed Beda PARAHAT, Second Secretary, Embassy of Qatar in Vienna

Mr. Fahd KHATEER, Ambassador of Qatar to Austria

REPUBLIC OF KOREA

Mr. Sun-Yup PAIK, President, Korean General Chemical Corporation

Mr. Dong-Kyu PARK, Counsellor, Adviser to the Permanent Representative of the Republic of Korea to UNIDO

Mr. Seung-Kyung KIM, Director for Finance, Yong-Nam Chemical Company

Mr. Moon-Hyung LEE, Planning Director, Ham-Hae Chemical Corporation

ROMANIA

Mr. Neculai POPOVICI, Ministry of Chemical Industry

Mr. Leonard BADEA, Ministry of Chemical Industry

Mr. Ioan DEVAN, Ministry of Chemical Industry

Mr. Anton DRAGHIRESCU, Adviser to the Permanent Representative to UNIDO

SENEGAL

M. Yoro DE, Ingénieur chargé de l'Industrialisation, Direction de l'Industrie

M. André M. BEENOS, Président, Société Industrielle d'Engrais

SIERRA LEONE

Mr. S.T. MATTUKI, Ambassador of Sierra Leone in Italy, Permanent Representative to UNIDO

Mr. C.J. THOMAS, First Secretary, Embassy of Sierra Leone in Rome

SUDAN

Mr. M. DAWELBEIT, Director of Fertilizer Corporation

Mr. Ali OSMAN AMIR, Government Official, Ministry of Industry

SWEDEN

Mr. A.L. WOFFZEL, Expert
Mr. G. EKHOJA, Counsellor, Alternate Representative of Sweden to UNIDO
Mr. B. GILLI, Second Secretary, Adviser to the Permanent Representative
to UNIDO

SWITZERLAND

M. Michael von SCHECK, Conseiller, Représentant adjoint de la Suisse auprès
de l'ONUDI
Mlle. Françoise de MORSEIER, Division du Commerce, Département fédéral de
l'économie publique

SYRIAN ARAB REPUBLIC

Mr. Zeid EL-HARBI, Engineer, General Establishment of Chemical Industry,
Ministry of Industry

THAILAND

Mr. K.C. Pridyadin DISKUL, Director of Industrial Economics and Planning
Division, Ministry of Industry
Mr. Ansa JAYAPAMA, First Secretary, Alternate Representative of Thailand
to UNIDO
Mr. Trakarn CHAIHAT, Engineer, Industrial Economic and Planning Division,
Ministry of Industry
Mrs. Kanokphon CHANCHANASWAT, Economist

TRINIDAD AND TOBAGO

Mr. George Hume LEGALL, Permanent Secretary, Ministry of Petroleum and Mines
Mr. Carlos HEE HOUNG, Project Co-ordinator, Co-ordinating Task Force
Mr. Frank SEALY, Ministry of Foreign Affairs

TUNISIA

M. Negib CHABANE, Sous-directeur, Centre nationale d'Etudes industrielles
(CNEI)

TURKEY

Mr. Erdügrül APAKAN, Alternate Representative of Turkey to UNIDO
Mrs. Sema ASLANOĞLU, Adviser, State Planning Organization
Mr. Murat KUDATOĞLU, General Assistant Manager, Turkish Nitrogen Industry
Mrs. Sevim HİSDA, Director of Research, Planning and Co-ordination at the
General Directorate of the Nitrogen Industry

(cont'd)

TURKEY (cont'd)

Mr. Mahmut ERDIR, Director of Planning Department, Turkish Agricultural Supply Organization

Mr. Ismail TOPKAR, Director, Petrol-is Sendikasi

Mr. Faik YUMRU, Administrative Chief, Petrol-is Sendikasi

UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS

Mr. Vladimir BELOV, State Research and Designing Institute of Heavy Chemical Industry

Mr. Evgeni M. SOURNITCHEV, Chief Specialist, State Research and Design Institute of Nitric Industry

Mr. B. LINKOV, Counsellor, Permanent Mission of the USSR to the International Organizations in Vienna

UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND

Mr. R.J. WALSGROVE, Ministry of Overseas Development

Mr. J. STEPHENSON, Department of Industry

Mr. Selwyn FEW, Director General, Fertilizer Manufacturers' Association

Mr. Peter JENKINS, Second Secretary, Alternate Representative of the UK to UNIDO

Mr. Ian McINTYRE, Economist, Imperial Chemical Industry

UNITED REPUBLIC OF TANZANIA

Mr. Z.C. MAKONI, Deputy Director of Operations (Heavy Industries), National Development Corporation

Mr. J.N. RUSIBAMAYILA

UNITED STATES OF AMERICA

Mr. John SHIELDS, Director, International Fertilizer Development Programmes, Tennessee Valley Authority

Mr. William J. STIBRAVY, Minister Plenipotentiary, Permanent Representative of the United States to UNIDO

Mr. Elvis LEE, Valley Nitrogen Producers

Mr. Frank A. CORSINI, Manager for Market Development, N-REN International

URUGUAY

Sr. Hector DIBIASE, Representante Alterno del Uruguay ante la ONUDI

VENEZUELA

Sr. Cesar SALAZAR CUERVO, Asesor del Presidente del Instituto de Comercio Exterior

Sr. Sergio SAEZ, Gerente de Planificación, Instituto venezolano de Petroquímica

Sr. Francisco José VELEZ VALERY, Segundo Secretario, Representante Alterno ante la ONUDI

YUGOSLAVIA

M. Zlatibor SUDAR, Secrétaire du Conseil de la Chimie industrielle auprès de la Chambre de l'Industrie

M. Stjepan LEVATA, Chef du Secteur de la Chimie industrielle auprès du Ministère de l'Industrie et de l'Energie

M. Branislav VUJADINOVIC, Directeur de la Société industrielles d'Engrais "Agrohemijska"

M. Vukasin SRECKOVIC, Deuxième Secrétaire, Représentant adjoint de la Yougoslavie auprès de l'ONU

M. Viktor ACIMOVIC, Conseiller technique

M. Borislov FRUSIC, Conseiller technique

ZAIRE

M. Mena VULU, Chef de Division au Département de l'Economie nationale et de l'Industrie

Regional Commissions

ECONOMIC COMMISSION FOR AFRICA (ECA)

Mr. Yousef BELHAWI, Regional Industrial Adviser

ECONOMIC COMMISSION FOR EUROPE (ECE)

Mr. Werner K. VIEH, Economic Affairs Officer

ECONOMIC COMMISSION FOR LATIN AMERICA (ECLA)

Mr. Roberto MATTHEWS, Director, Joint ECLA/UNIDO Ind. Dev. Division

ECONOMIC AND SOCIAL COMMISSION FOR ASIA AND THE PACIFIC (ESCAP)

Mr. H.G.R. BOOPY, Regional Adviser for Agro-Industries and Light Industries

ECONOMIC COMMISSION FOR SOUTHWEST ASIA (ECWA)

Mr. Tariq AL-KHUDAYRI, Regional Ind. Adviser

Specialized Agencies and IAEA

FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION OF THE UNITED NATIONS (FAO)

Mr. R. DUDAI, Acting Director, Land and Water Development Division, and
Co-ordinator, FAO Task Force on Fertilizers

Mr. J.W. COOPER, Secretary FAO Commission on Fertilizers, Agricultural
Services Division

UNITED NATIONS COMMISSION ON TRADE AND DEVELOPMENT (UNCTAD)

Mr. R. BELLEFLORE, Chief, Current Trade Analysis, Supply and Demand Section,
Manufactures Division

UNITED NATIONS (UN/AT/ST/II)

Mr. Gonzalo MANNING, Senior Advisor for the Project on Economic Co-operation
among developing countries in the field of Trade, Transport and Industry

INTERNATIONAL ATOOMIC ENERGY AGENCY (IAEA)

Mr. Y. BARRADA, Head, Soil Fertility, Irrigation and Crop Production
Section

Intergovernmental Organizations

AFRICAN DEVELOPMENT BANK (ADB)

Mr. Mohamed DOUCOURE, Ingenieur agronome
Mr. Charles MANGUA

ANDEAN PACT

Sr. Rodrigo DONOSO

EUROPEAN ECONOMIC COMMUNITIES (Commission) (EEC)

Mr. A. TACHIS, Administrateur Principal, Direction Générale des Affaires
Industrielles et Technologiques
Mr. Anton REITHINGER, Conseiller Principal
Mr. P. HOGUET, Administrateur Principal, Direction Générale du
Développement
Mr. Walter A. SHAFER, Chef de Service

INDUSTRIAL DEVELOPMENT CENTRE FOR ARAB STATES (IDCAS-IAS)

Mr. Mourad STINO, Fertilizer and Petrochemical Industries Specialist

ORGANIZATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT (OECD)

Mr. Baudoin ROELANTS DU VIVIER, Special Adviser on Industrialization OECD
Development Centre

ORGANISATION POUR LA MISE EN VALEUR DU FLEUVE SENEGAL (OMVS)

M. Mamadou KONATE, Chef de la Division de L'Energie et des Mines

LATIN AMERICAN ECONOMIC SYSTEM (SELA)

Sr. Pedro CARMONA, Director, Cooperacion Industrial

Non-Governmental Organizations

ARAB FEDERATION OF CHEMICAL FERTILIZER PRODUCERS

Mr. Farouk AL MA'AYOUF, Secretary General
Mr. Wahib KELADA, Head of Production and Marketing Department

EUROPEAN UNION OF PUBLIC RELATIONS

Mr. Alessandro PETTENUZZO, President
Mr. Giorgio CAPELLARI, Director
Mr. Paolo CAPELLARI, Assistant Director, FOMET s.a.s.
Mr. Giorgio CAGNONI, Assistant Director, FOMET s.a.s.

INTERNATIONAL ASSOCIATION FOR GENERAL SECRETARIES (IAGS)

Mr. F. SCHEFFNER, Secretary General
Ms. H. REIGNER, Executive Secretary

INTERNATIONAL CENTRE OF PENNELL LENSES (ICPL)

Mr. Walter RUCKENBAUER, General Secretary
Mr. Werner REINISCHER, Member of Central Co.

INTERNATIONAL CONFEDERATION OF FREE TRADE UNIONS (ICFTU)

Mr. Karl HUMMEL, Permanent Representative to UNIDO
Mr. Umberto LAMAGNI, Permanent Representative to FAO

INTERNATIONAL FEDERATION OF AUTOMATIC CONTROL (IFAC)

Mr. F. MARGULIES, Chairman of IFAC Technical Committee on Social Effects of Automation

INTERNATIONAL FERTILIZER DEVELOPMENT CENTER (IFDC)

Mr. Donald L. McCUNE, Managing Director

INTERNATIONAL FOOD POLICY RESEARCH INSTITUTE

Mr. P. KONANDIKES, Research Associate

INTERNATIONAL FOSPHATE INDUSTRY ASSOCIATION (ISMA)

Mr. K.L. WINDRIDGE, Secretary General
Mr. W.H. COATES, Chairman of ISMA Technical Committee
Mr. J-P. VAN SUCHTELEN, Vice-Chairman, ISMA Raw Materials Committee
Mr. A. DE CAFFEON, ISMA Economics Committee

INTERNATIONAL SAVINGS BANK INSTITUTE (ISBI)

Mr. Wolfgang MÜLLER

SOCIETY FOR CHEMICAL INDUSTRY

Mr. Hans HOHN, Honorary President
Mr. Karl CEFILJA, Member of the Board

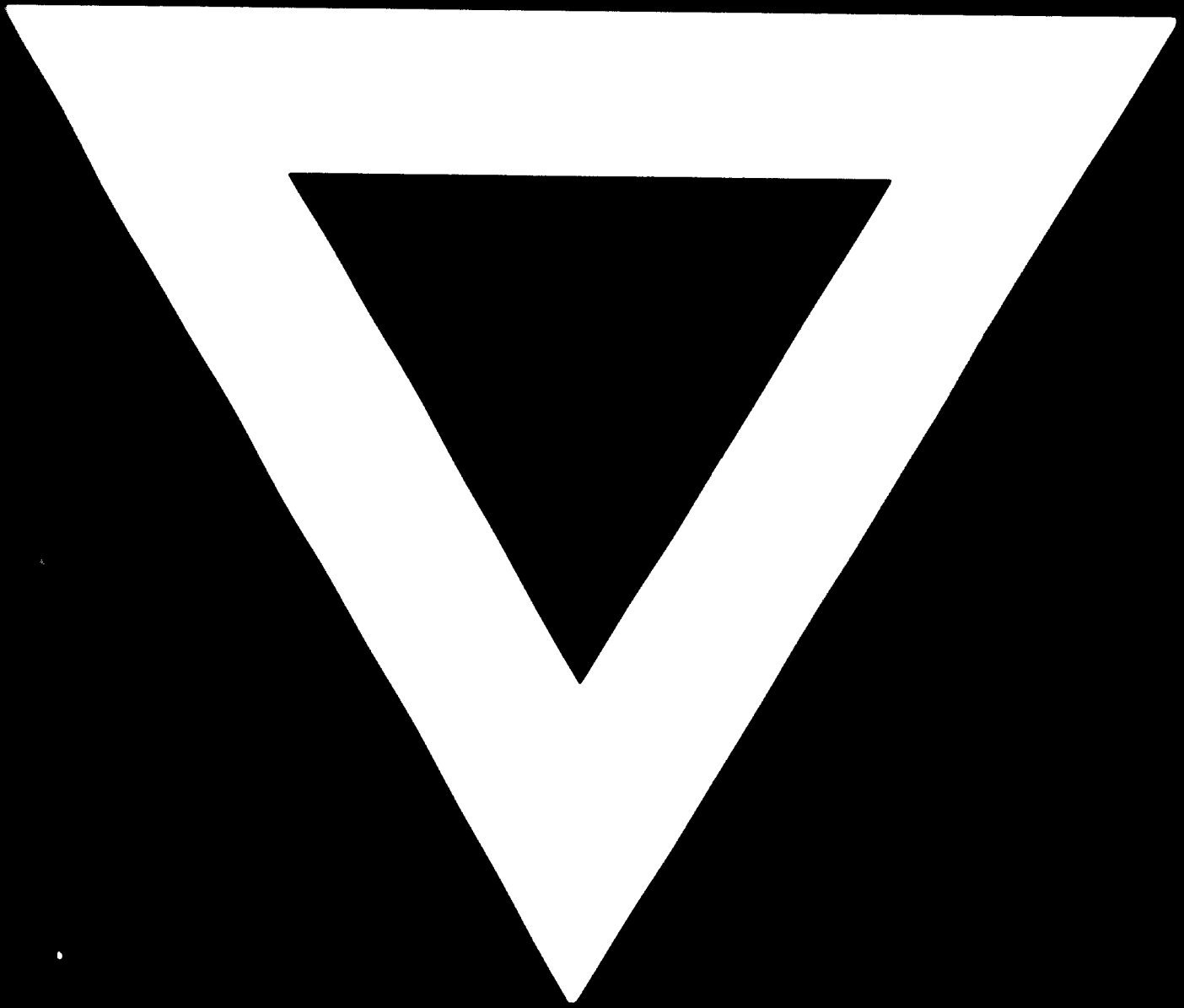
UNION OF INDUSTRIES OF THE EUROPEAN COMMUNITY (UIECE)

M. Eugène EFFERT, Secrétaire General, Association des Producteurs Européens d'Acote

WORLD FEDERATION OF TRADE UNIONS (WFTU)

Mr. Pal FORCACI, Secretary General, Chemical Workers Trade Union International

C-670



78. 11. 08